



UNE REUNION SURREALISTE POUR...RIEN !

Alors que les personnels dans les SPIP continuent la lutte de manière déterminée et imaginative, l'administration s'ingénie à pousser le surréalisme à son paroxysme.

Administration pénitentiaire et organisations professionnelles s'étaient quittées le **24 mai dernier sur la présentation d'un projet de relevé de conclusions, première version amenée à évoluer, sans saveur et sans ambition.** Les trois organisations professionnelles représentatives de la filière insertion et probation avaient rapidement retourné un projet remanié, **signe que les représentants des personnels étaient prêts à entrer dans un dialogue constructif. Une seconde réunion était actée pour le jeudi 9 juin... rencontre décalée à la dernière minute.** La vérité, nous le savons, c'est que l'administration n'avait rien de plus à nous dire, et qu'une rencontre était prévue le jeudi 9 au soir entre les différents ministères pour arbitrages budgétaires.

Une nouvelle réunion de travail était alors fixée pour le jeudi 16 juin au matin, à la Direction de l'Administration Pénitentiaire. Entre temps, l'administration distillait ça et là sur les terrains que nous allions « sortir par le haut » de ce conflit, et que les dossiers allaient, enfin, avancer.

Mercredi 15 juin au soir, coup de théâtre. La réunion avec les organisations professionnelles était délocalisée de la DAP au Ministère de la Justice, **et de réunion de travail sur la base d'une potentielle nouvelle version de relevé de conclusions, nous passions à une rencontre visant à « faire un point sur l'évolution de la situation » !**

Le point, effectué en présence de la Directrice de l'Administration Pénitentiaire, du Sous-directeur RH de la DAP et de deux membres du cabinet du Ministère de la Justice fut, sur le fond des supposées avancées, pour le moins rapide. Et pour cause, aucun élément concret, aucun document, aucun calendrier posé par écrit, aucun élément chiffré.

STATUTAIRE		INDEMNITAIRE
CPIP	DPIP	
Le gouvernement « serait favorable » à un accès des CPIP à la catégorie A proposée à la filière sociale dans le cadre des discussions en cours à la Fonction Publique (PPCR)... soit une grille à peine plus intéressante pour la classe normale.... et, tout simplement, plus défavorable que ne l'est la grille actuelle pour les CPIP hors classe. Surréaliste. Tout juste nous est-il indiqué, après ruée dans les brancards, qu'il ne serait pas question d'avoir une situation plus défavorable que la situation existante, et qu'une sur-indiciarisation pourrait éventuellement être discutée.	Pour les DPIP. L'humiliation. En dehors d'une augmentation de quelques points d'indices déjà actés dans le cadre du PPCR, c'est à dire d'un protocole fonction publique qui s'appliquera, de fait, et automatiquement, à L'ENSEMBLE DES PERSONNELS de catégorie A, B et C de la fonction publique, rien n'est envisagé en dehors de la grille ... A type ! On voudrait tuer un corps et détruire une filière que l'on ne s'y prendrait pas autrement.	En avril, le Ministre de la Justice évoquait une potentielle augmentation de deux régimes indemnitaires (PSS + IFO/IFPIP), alors chiffrée pour ce qui concerne la PSS. Le 24 mai, l'augmentation n'était cette fois plus chiffrée. Le 16 juin au matin ? La régression se poursuit, puisque toujours sans chiffre, on nous explique désormais qu'il nous faudra aujourd'hui faire un choix entre PSS et IFO/IFPIP d'autre part. Surréaliste.

Pire encore : l'exclusion du RIFSEEP est refusée, le supposé abondement en ressources humaines n'est toujours pas chiffré, la question de la retraite des ASS toujours pas réglée et les modalités de la fin de la pré-affectation pas même évoquées.

Les trois organisations professionnelles représentatives de la filière, CGT Insertion Probation, SNEPAP-FSU, CFDT Interco **ont dénoncé avec force la conception du dialogue social de ce Ministère, et écarté les pseudo-propositions formulées ce jour.**

Dans l'improvisation totale, l'administration a alors proposé une nouvelle rencontre pour demain, vendredi 17 juin à 10h. L'administration arrivera-t-elle avec des éléments plus probants en 24 h ? Quel cirque !

Comment le Ministre de la Justice et la Direction de l'Administration Pénitentiaire pensent-ils sincèrement sortir de cette crise, eux qui n'ont de cesse de répéter que nos revendications sont légitimes, que le mouvement en cours est digne, et qu'ils veulent avancer ? En prenant nos échanges par-dessus la jambe ? En tentant d'humilier les personnels avec des propositions indécentes qui reposent sur du vent ?

L'Intersyndicale Insertion et Probation n'a d'autre choix que d'appeler à la poursuite des Assemblées générales et à l'amplification du mouvement, là où c'est encore possible pour des personnels déjà étranglés par les retenues sur salaire et les menaces de procédures disciplinaires. On ne peut décemment pas prétendre que nous sommes fermés à la discussion. De discussions, en réalité, il n'y a pas !

SPIP mort vendredi 17 juin, SPIP mort pour l'ensemble de la semaine du 20 juin.

L'Intersyndicale s'adresse spécifiquement au corps de direction des SPIP, lui aussi particulièrement humilié par les propositions effectuées ce jour : personnels de direction qui, sans que cela ne soit toujours visible par vos équipes, couvrez vos agents et retenez autant que possible l'application des sanctions, communiquez ! Rendez vos actions visibles !

NOUS VOULONS ETRE RESPECTES !

**FILIERE INSERTION ET PROBATION DEBOUT,
AUJOURD'HUI ET MAINTENANT !**

**LA RECONNAISSANCE DE L'ENSEMBLE DES MISSIONS DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE
PASSE PAR LA RECONNAISSANCE DE L'ENSEMBLE DES PERSONNELS
QUI LES PORTENT !**

Paris, le 16 juin 2016